



Convention-cadre entre l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique - EHESP, l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement - Institut Agro, et VETAGRO SUP

Entre

l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique ayant son siège 15 avenue du Professeur Léon Bernard 35043 Rennes ci-après dénommée **EHESP**,

Et

L'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement - ayant son siège 42 rue Scheffer 75116 PARIS ci-après dénommée **l'Institut Agro**

Et

VetAgro Sup, établissement public à caractère scientifique et technique ayant son siège au 1 Avenue Claude Bourgelat 69280 Marcy-l'Etoile, n° SIRET 130 008 584 00018,

Ci-après respectivement dénommé « VetAgro Sup ».

l'EHESP, l'Institut Agro et VetAgro Sup sont ci-après dénommés individuellement par « Partie » ou collectivement par les « Parties ».

PREAMBULE

L'EHESP, créée par la loi de santé publique d'août 2004, est un établissement public exerçant une double mission de formation et de recherche en santé publique et action sociale. Avec l'ambition d'avoir un rayonnement international important, cet établissement se voit confié par la loi les 4 missions suivantes :

- assurer la formation des personnes ayant à exercer des fonctions de direction, de gestion, d'inspection ou de contrôle dans les domaines sanitaires, sociaux ou médicosociaux ;
- assurer en réseau un enseignement supérieur en matière de santé publique ;
- contribuer aux activités de recherche en santé publique ;
- développer les relations internationales notamment par des échanges avec les établissements dispensant des enseignements comparables.

L'EHESP est un établissement d'enseignement supérieur hybride qui développe à la fois des activités académiques et de recherche en santé publique, mais qui est également une structure de service public chargée de la formation de 13 filières de fonctionnaires des fonctions publiques hospitalières et d'Etat.

Labellisé « développement durable et responsabilité sociétale » depuis 2020, l'EHESP est fortement impliqué dans une approche transdisciplinaire des liens entre les environnements et la santé, qui est une des trois priorités de son actuel plan stratégique. Dans ce cadre est développé un ensemble d'activités de formation, de recherche et d'expertise tant au niveau national qu'européen ou international, qui font de cet établissement un acteur incontournable dans le contexte de la santé mondiale ou global health. Cette priorité s'est vue renforcée depuis la crise Covid, en lien étroit avec le concept one health.

Dans le secteur particulier de la recherche, l'EHESP est fortement mobilisée, aux côtés d'autres partenaires français et européens, sur la notion d'exposome, notamment au sein du consortium France Exposome mais travaille également sur des approches plus larges des environnements favorables à la santé, avec en perspective à court terme l'opportunité de devenir centre collaborateur de l'OMS sur ce sujet.

L'Institut Agro, EPSCP-Grand établissement d'enseignement supérieur dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement, créé en janvier 2020, regroupe trois grandes écoles - Institut Agro Rennes-Angers, Institut Agro Montpellier, Institut Agro Dijon. La création de l'Institut Agro s'inscrit dans la volonté de doter la France d'un établissement leader sur les questions d'agriculture, d'alimentation et d'environnement pour conduire les transitions agro-écologiques, alimentaires, numériques et climatiques grâce à ses contributions en matière de formation, de recherche, d'innovation, et d'appui à l'enseignement technique agricole. L'Institut Agro couvre l'ensemble des filières et thématiques végétales et animales, y compris la vigne et le vin, l'horticulture, l'halieutique et le paysage. Ses activités de recherche, mobilisant les sciences des aliments (nutrition, formulation, comportement alimentaire, toxicologie, microbiologie), la sociologie, l'économie, l'environnement et le paysage contribuent à préserver la santé humaine. L'établissement offre une palette étendue de formations initiale, (cursus ingénieur, master, doctorat, licence pro), par apprentissage et tout au long de la vie et forme sur son site Dijonnais, les élèves Ingénieurs de l'Agriculture et de l'Environnement (IAE) du Ministère, qu'ils soient issus du concours externe ou du concours interne. Ainsi, l'Institut Agro est un acteur in-

contournable, au plan national et international, dans l'accompagnement des transitions agro-écologiques, alimentaires et numériques à travers la formation, la recherche et l'innovation le renforcement des capacités des acteurs des territoires et des filières, et l'appui à l'enseignement technique agricole, en collaboration avec ses partenaires de recherche (notamment INRAE, Ifremer, CIRAD, IRD, CNRS et INSERM), les universités, les entreprises, collectivités et autres.

VetAgro Sup (institut d'enseignement supérieur et de recherche en alimentation, santé animale, sciences agronomiques et de l'environnement) est un établissement public à caractère scientifique et technique créé en 2010. **L'ENSV-FVI** (école nationale des services vétérinaires-France vétérinaire international) est l'école interne de cet établissement, école d'application du ministère de l'agriculture et de l'alimentation pour la formation statutaire des Inspecteurs de santé publique vétérinaire, elle assure également l'organisation de dispositifs de formation continue pour des agents publics français ou étrangers, publics ou privés, en charge de missions de santé publique vétérinaire et des études et des travaux pour des commanditaires publics ou privés.

Selon la nouvelle définition proposée par l'Académie vétérinaire de France en juin 2021, « la santé publique vétérinaire est l'ensemble des actions collectives, principalement régaliennes, en rapport avec les animaux sauvages ou domestiques, leurs services, et leurs productions entrant notamment dans la chaîne alimentaire, qui visent à préserver les santés humaine et animale – y compris l'état de bien-être – et la santé des écosystèmes. Elle contribue ainsi au développement durable et à la mise en œuvre du concept « Une seule santé ».

Pour répondre aux enjeux sanitaires, la santé publique vétérinaire tend vers une approche intégrée de la santé humaine, de la santé animale et de la santé des écosystèmes dont la santé végétale, s'inscrivant ainsi dans l'approche « Une seule santé », également appelée « One Health ». Elle s'intéresse à la fois à la santé animale (avec ou sans répercussions directes sur la santé de l'homme), au bien-être animal, à l'hygiène, à la sécurité et à la qualité des aliments, ainsi qu'à la prévention des pollutions de l'environnement qui pourraient être liées aux activités d'élevage et de transformation. Elle revêt ainsi des enjeux sanitaires, environnementaux, mais aussi économiques et sociaux et se conçoit à différentes échelles : locale, régionale, nationale et/ou internationale.

VetAgro Sup est fortement impliqué dans la formation, l'expertise et la recherche dans le domaine de la Santé Globale. A ce titre VetAgro Sup participe à la production et à la diffusion de connaissances concernant les interactions entre la santé humaine, la santé animale et végétale et l'environnement.

Des collaborations ponctuelles ont été initiées depuis 2019 entre ces établissements (interventions sur

des actions de formation, participation aux instances de gouvernance, invitation sur des séminaires, conférences ou évènements, construction d'une partie de la formation tronc commun des hauts fonctionnaires, etc.), la crise « COVID 19 », les enjeux et la nécessité d'une approche plus transversale de tous les aspects relatifs à la santé, ont fait émerger le besoin de définir un cadre formel pour ces collaborations et ces échanges et élaborer une stratégie commune.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir les axes de collaboration entre les différentes parties, l'EHESP, l'Institut Agro, et VETAGRO SUP pour son école interne ENSV-FVI. Elle établit les modalités de mise en œuvre et de suivi pour un ensemble de projets d'études, de partage de connaissances, de formations et de travaux, sans préjudice des relations conventionnelles impliquant d'autres partenaires. Elle constitue le cadre dans lequel s'inscriront des actions communes qui feront l'objet de conventions particulières.

ARTICLE 2. OBJECTIFS POURSUIVIS CONJOINTEMENT

Le partenariat entre les établissements signataires vise à mettre en commun des compétences et des connaissances au travers d'actions de formation, d'organisation d'évènements ou séminaires, de travaux d'étude ou de recherche et de publications communes (cette liste n'est pas exhaustive) dans le but de promouvoir et diffuser des approches et des méthodes de travail transversales, collaboratives, faire avancer et connaître l'état de la science dans le domaine de la Santé Globale (One Health). Ce concept est apparu suite à la recrudescence et à l'émergence de maladies infectieuses en raison notamment de la mondialisation des échanges. Il a permis de prendre conscience des liens étroits entre la santé humaine, celle des animaux, des végétaux et celle de l'environnement et nous incite à promouvoir une approche transdisciplinaire et globale des enjeux sanitaires.

L'étendue du périmètre scientifique et la complémentarité des établissements en termes d'expertises scientifiques, d'approches et de modèles utilisés représentent un atout indéniable pour répondre aux enjeux sociétaux associés au concept « One Health ». Néanmoins, au vu des activités d'ores et déjà développées dans le domaine au niveau national et international, les établissements conviennent de structurer leur collaboration en élaborant une stratégie ciblée sur des thématiques scientifiques communes qui restent à identifier (à titre d'exemples alimentation et santé humaine ; végétal, cadre de vie, santé et bien-être ; ...).

ARTICLE 3. DEFINITION DES AXES DE COLLABORATION

Les parties conviennent de structurer leur collaboration autour de 3 axes stratégiques pour l'action « One health » à forte dimension internationale :

- Axe 1 : Acquérir des connaissances par la recherche et les diffuser auprès du monde académique, de la société et des professionnels des secteurs agricole, alimentaire et de santé ;
- Axe 2 : Sensibiliser et former des techniciens, ingénieurs, et chercheurs pour mieux anticiper et faire face aux crises sanitaires et répondre aux enjeux de santé globale ;
- Axe 3 : Développer des actions spécifiques en matière d'expertise et de formation tout au long de la vie pour un public international.

De plus, des axes de collaboration complémentaires pourront être développés, en lien avec de nouveaux besoins exprimés et les compétences de chacune des parties. Il appartiendra à chacun des partenaires de faire des propositions dans le cadre du suivi de la présente convention et de nouveaux axes pourront être ajoutés par avenant après validation par le comité de pilotage de la présente convention cadre.

La collaboration se verra renforcée par la participation réciproque des écoles, lorsque c'est possible, dans les instances de gouvernance des 3 établissements (conseil d'administration, d'école, conseil scientifique, etc.) et par la mise en place d'événements communs favorisant l'interconnaissance et les interactions.

3.1 RECHERCHE

Afin de permettre une compréhension plus large et mieux intégrée des enjeux du concept « One Health » et de l'approche globale de la santé, et le prolongement des recherches en cours propres aux différents établissements, les parties partagent le besoin de mettre en place des partenariats transdisciplinaires et de favoriser le dialogue entre les spécialistes des différentes santés (humaine, animale, végétale, écosystèmes). Les établissements conviennent de :

1. Répondre conjointement à des appels à projets au niveau national et international et renforcer les collaborations existantes. A cet effet, les structures de veille des établissements se coordonneront,
2. Favoriser la mobilité des cadres scientifiques entre les établissements (déplacement court terme, CRCT, délégation, rattachement, ...). Les mobilités permettront l'émergence d'activités de recherche entre les sites et d'une dynamique collective entre les différents établissements sur les thématiques « One Health » (séminaires, publications, etc.) ;

3. Promouvoir les recherches menées dans les laboratoires auprès des inspecteurs de santé publique vétérinaire (ISPV) et des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement (IAE). souhaitant poursuivre en doctorat *via* le dispositif de formation complémentaire par la recherche (FCPR) ;
4. Valoriser les travaux sous la forme d'articles scientifiques et de revues dédiées aux professionnels (« position paper », articles dans la revue *Actualités et Dossiers en santé publique* portée par le Haut Conseil de la Santé Publique et pilotée notamment par le rédacteur en chef de l'EHESP ; articles et événements des *Carrefours de l'innovation agronomique (CIAG)* qui s'inscrivent dans la dynamique de l'alliance Agreenium ; ...) ;
5. Collaborer dans le cadre de l'organisation d'une conférence annuelle dédiée aux professionnels de santé et aux chercheurs. Dans la mesure du possible, cette conférence sera programmée alternativement sur les sites des établissements.
6. Valoriser les travaux et productions à destination du grand public et des sciences participatives.

3.2 FORMATION

La convention-cadre a pour objectif de promouvoir des formations interdisciplinaires pour sensibiliser et former les acteurs (futurs et en poste) des secteurs de l'agriculture, de l'alimentation, de l'environnement et de la santé aux enjeux associés au concept « one Health ». Les différentes parties conviennent de :

1. S'assurer que chaque étudiant est sensibilisé au concept et envisager la création de formations diplômantes ou de modules permettant de former les étudiants et les élèves ingénieurs au continuum santé ;
2. Editer des supports pédagogiques destinés aux professionnels et aux étudiants en formation (rédaction d'un guide en cours à paraître aux Presses de l'EHESP) ;
3. Renforcer les liens entre enseignants chercheurs et partager leurs réseaux d'intervenants professionnels dans leurs différents dispositifs de formation qu'ils soient à visée initiale ou continue, diplômant ou non, dans une logique de « regards croisés » et d'approche partagée intégrée de la santé au sens large ;
4. Favoriser les projets d'étudiants inter-écoles et mettre en place un challenge étudiants inter-écoles sur des problématiques en lien avec la santé globale ;
5. Favoriser l'accueil d'élèves en stage et de doctorants dans les Unités de recherche des établissements (croiser les regards disciplinaires).

3.3 ACTIONS SPECIFIQUES A DIMENSION INTERNATIONALE

La santé globale par définition est internationale puisque les problèmes de santé transcendent les frontières nationales, et peuvent être influencés par les circonstances ou les expériences d'autres pays. Elle appelle par conséquent des réponses collectives. Les différentes parties conviennent de prendre en compte cette dimension et ainsi de collaborer plus étroitement pour les actions qu'elles développent à l'international que ce soit au titre :

- de l'expertise auprès de pays définis dans le cadre de projets institutionnels ou d'organisation internationales
- de la formation continue.

ARTICLE 4. CONVENTIONS PARTICULIERES ISSUES DE LA PRESENTE CONVENTION CADRE

Pour chaque action, une convention particulière technique et financière sera rédigée pour décrire précisément : le cadre de la collaboration ; les moyens dédiés mobilisés par chacune des parties ; l'organisation du suivi des actions ou activités (gestion et pilotage) ; les modalités de compte-rendu. Des partenaires non cités dans la présente convention pourront être invités à participer à ces activités ou à ces actions sous réserve de l'accord signé de toutes les parties concernées et de nouveaux partenaires dans le cadre de la convention particulière.

ARTICLE 5. ENGAGEMENT DES PARTIES

Les parties s'engagent à fournir les moyens matériels, humains et financiers nécessaires pour la mise en œuvre des axes de collaboration inscrits dans la présente convention cadre. Ces engagements sont subordonnés aux moyens alloués aux établissements signataires de la présente convention cadre. Les parties s'engagent, le cas échéant, à rechercher des moyens additionnels, notamment financiers, pour optimiser l'atteinte des objectifs.

ARTICLE 6. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention cadre prend effet à la date de sa signature par les parties et pour une durée de 5 ans. Une modification par voie d'avenant de la présente convention cadre est envisageable, notamment du fait de facteurs non prévisibles au moment de sa signature.

ARTICLE 7. MODALITES MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI DE LA CONVENTION CADRE

Un **comité de pilotage** composé des directeurs et directrices se réunit annuellement pour veiller à la mise en œuvre des objectifs de la convention cadre et, en tant que de besoin, procéder aux ajustements nécessaires. Il permet également aux parties de présenter les réalisations du ou des programmes d'actions de l'année écoulée. Il se tient chaque année au cours du premier trimestre. Toute autre réunion peut être mise en place à la demande d'un des partenaires, en cas de besoin pour la bonne mise en œuvre de la présente convention.

Pour ce faire, un **comité de suivi** présente au comité de pilotage une proposition de plan d'actions pour l'année à venir et un bilan de l'année écoulée. Chacune des parties désigne au moins un référent qui siègera au comité de suivi en charge de la coordination des actions découlant de la présente convention cadre.

ARTICLE 8. PROPRIETE ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

8.1. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les Résultats issus des travaux envisagés dans le cadre de la présente convention-cadre et des conventions techniques et financières qui en découlent, appartiennent conjointement à toutes les parties. Le principe de copropriété général des résultats communs sera précisé dans la convention particulière propre à chaque projet.

8.2. DIFFUSION DES RESULTATS

Les règles de Publication et de Communication relatives aux Contrats de Recherche sont fixées dans ces derniers. Pour toutes autres communications faites dans le cadre de cette convention les Parties s'autorisent réciproquement sauf réserve explicite à utiliser leur nom, leur logo, leur marque sur la durée de la convention.

ARTICLE 9. CONFIDENTIALITÉ

Chaque Partie s'engage à garder confidentielle toute information donnée comme telle provenant de l'autre Partie et à exiger du personnel placé sous son autorité le respect de ces obligations.

Il est convenu que si une Partie entend communiquer à un tiers l'une de ces informations, elle devra obtenir au préalable le consentement des autres Parties.

Il est précisé que ne seront pas considérées comme confidentielles les informations dont la Partie qui les

aura reçues pourra prouver :

- qu'elles faisaient partie du domaine public au moment de leur communication, ou
- qu'elles y sont tombées ultérieurement autrement que par un manquement à la présente obligation de confidentialité, ou
- qu'elle les détenait déjà avant leur communication, ou
- qu'elle les a reçues librement d'un tiers autorisé à les divulguer, ou qu'elle est légalement tenue de communiquer, ou
- qu'elles ont été divulguées en application d'ordonnances, de règlements, de règles juridiques ou administratives, ou dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale, sous réserve que la Partie tenue de les divulguer ait préalablement informé la Partie propriétaire desdites informations et ait convenu avec cette dernière des moyens légaux permettant de limiter autant que possible leur divulgation.

Les engagements du présent article sont valables pendant la durée de la Convention et pendant les cinq (5) ans qui suivront son échéance ou sa résolution.

ARTICLE 10. AVENANT

Toute modification du Projet ou des clauses contenues dans la présente Convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11. RESOLUTION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect, par l'une des Parties, des engagements issus de la présente Convention, celle-ci pourra être résolue de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, à moins que dans ce délai l'une ou l'autre Partie n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résolution est non rétroactif, ne produit d'effet que pour l'avenir et ne dispense pas chacune des parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résolution et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par une autre partie du fait de la résolution anticipée de la présente convention.

La Convention pourra également être résolue en cas de force majeure.

ARTICLE 12. LITIGES

Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient survenir de la validité, l'interprétation et/ou de l'exécution des clauses de la présente Convention.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le tribunal compétent.

Fait à, en quatre exemplaires originaux, le

Pour l'EHESP

Le Directeur Général de l'EHESP,

Laurent Chambaud

Pour VetAgro Sup

La Directrice Générale de VetAgro Sup

Mireille BOSSY

Pour l'Institut AGRO

La Directrice Générale de l'Institut Agro

Anne-Lucie Wack